

L'HON. M. ROSS—Et il n'en est pas autrement.

L'HON. M. CURRIE—J'avoue que ces assertions me surprirent beaucoup et je restai étonné d'abord de voir que ces provinces avaient autant dépensé pour la construction des voies ferrées, puis de ce que ces voies ferrées fussent plus profitables que celles du Canada. Or, que trouve-t-on dans les derniers comptes publics de ces provinces ? Nous voyons que les chemins de fer du Nouveau-Brunswick ont coûté \$4,275,000, ceux de la Nouvelle-Ecosse \$4,696,288 ; et que les premiers ont payé en 1862 \$21,711, et les seconds \$40,789 de bénéfice net, ce qui donne réuni un revenu assez mince de \$62,450 pour les deux provinces, au lieu de \$140,000, comme le prétend mon hon. ami de Toronto. D'un autre côté, on voudra bien se rappeler que ces voies ferrées étaient neuves ou du moins comparativement neuves, et que pour celui qui prend la peine d'examiner les statistiques officielles de ces provinces il est évident que les frais de réparation de ces chemins de fer, de même que de tous les autres, va s'augmentant d'année en année.

L'HON. M. ROSS—La chambre se rappellera que les chiffres dont je me suis servi m'ont été fournis pendant que je parlais.

L'HON. M. CURRIE—Je crains bien que ce genre d'erreur ne se soit propagé durant tout le cours de cette discussion. (Écoutez ! écoutez !) Nos hommes publics ont montré certainement trop de négligence dans leurs statistiques sur la prospérité du Canada, et sur la richesse, l'étendue et les ressources des provinces maritimes. Jetons maintenant les yeux sur nos travaux publics que mon hon. ami essaie de rapetisser et de décrier.

L'HON. M. ROSS—Je n'ai jamais prétendu pareille chose ; j'ai dit au contraire qu'ils étaient indirectement d'une grande valeur au pays.

L'HON. M. CURRIE—Oui et directement aussi ; car je découvre dans les comptes officiels de la province que le revenu net de nos travaux publics pour 1868, —qui tous doivent revenir au gouvernement confédéré,—s'est élevé à \$808,187, et le coût à \$25,931,168. C'est là une partie de la mise que le Canada se prépare à verser dans le fonds commun de la confédération, du moins en ce qui regarde les travaux publics. (Écoutez ! écoutez !) Je terminerai les observations que j'avais à faire sur le discours de mon hon. ami de Toronto en réponse aux

quelques mots que j'ai adressés l'autre jour à la chambre, en me contentant d'exprimer le regret d'avoir non seulement déplu à mon hon. ami par mes assertions, mais encore par mon style et la façon dont j'ai parlé.

L'HON. M. ROSS—Je n'ai signalé que le caractère et le sens de vos paroles.

L'HON. M. CURRIE—L'attention que m'a accordée alors cette hon. chambre et la manière dont mes raisons ont été accueillies et par mes amis et par mes adversaires politiques, devraient me porter à croire que je n'ai pas dépassé les bornes de la convenance, et que je n'ai violé les règles parlementaires ni par le ton ni par le caractère de mes paroles. Cependant, si je l'ai fait, je le regrette et je puis prendre la liberté d'espérer que, lorsque mon pays aura fait pour mon éducation politique le quart de ce qu'il a fait pour celle de mon hon. ami de Toronto, si je n'ai pas encore la politesse et les manières d'un CHESTERFIELD ni l'éloquence d'un PITT, je pourrai néanmoins traiter mes collègues avec courtoisie et convenance. (Écoutez ! écoutez !) Mais laissons ces vétillies pour nous occuper de la forte pression que l'on fait peser, d'un côté ou de l'autre, sur les députés du Canada et sur le peuple lui-même pour leur faire adopter ce projet important sans leur donner le temps de la réflexion et de la délibération que demande une question de cette importance. Ma conviction est que cette pression ne vient pas du peuple ; elle ne part pas non plus de cette branche de la législation, ni de l'autre, mais je crois, ainsi que je l'ai déjà dit, qu'elle vient d'ailleurs ; je crois que c'est du dehors que l'on nous presse d'adopter cette mesure plus vite, je le crains, que ne le veut le bien du pays. Il se peut que les hommes d'état et qu'une grande partie du peuple anglais désirent vivement voir la réalisation de ce projet et que la presse anglaise en général lui donne son approbation ; mais lorsque tous viendront à comprendre ce projet, lorsque les porteurs de nos effets publics sauront que la confédération signifie plus de dettes, plus d'impôts et moins de crédit public, on entendra alors une autre voix traverser l'Atlantique. Lorsque l'industriel anglais saura que la confédération signifie un tarif plus élevé sur les manufactures anglaises, nous verrons encore l'expression d'une autre opinion traverser l'Atlantique. (Écoutez ! écoutez !) Lorsque je quitterai ma division, messieurs, je ne pense pas que cette mesure allait être imposée au pays en la manière que